
Les improbables promesses de JM Blanquer

Intervenant le 27 mars sur TF1, JM Blanquer a promis qu'il n'y aurait pas de fermeture de classe en zone rurale à la rentrée dans le premier degré sans l'accord du maire. Ailleurs les fermetures seront « réétudiées ». Cette communication, qui est peut-être une fausse annonce, se heurte pourtant à la réalité des engagements antérieurs, du nombre de postes ouverts et des écoles où des classes sont menacées de fermeture. Elle intervient alors que dans les départements, les DASEN sont en train de supprimer des postes. Elle pourrait bien au final se retourner contre les RASED et les écoles Rep.

Une fausse annonce ?



« On ne fera pas une seule fermeture de classe en zone rurale (moins de 5000 habitants NDLR) sans l'accord du maire », annonce JM Blanquer sur Tf1 le 27 mars. « En milieu urbain on va réétudier l'équilibre entre ouverture et fermeture ». Un communiqué ministériel parle de « la neutralisation de certaines fermetures ».

Le 25 mars 2019, E Macron avait déjà annoncé qu'il n'y aurait plus de fermeture d'école rurale sans l'accord du maire. A vrai dire la déclaration de JM Blanquer n'apporte pas grand-chose de neuf par rapport à cette annonce puisque la plupart des écoles rurales menacées de fermeture sont en classe unique. Ces classes qui ne seront éventuellement pas fermées sont les mêmes que celles visées par la déclaration présidentielle.

Des créations de postes déjà insuffisantes

E Macron avait aussi annoncé vouloir dédoubler les grandes sections de maternelle de l'éducation prioritaire et limiter à 24 élèves toutes les classes de GS, CP et Ce1. Cela représente environ 10 000 postes sur 3 ans.

Or seulement 440 postes sont ouverts à la rentrée 2020. Certes on attend 42 500 élèves de moins à cette rentrée dans le premier degré. Mais cela ne libère que l'équivalent de 1600 postes environ. Au total, le ministère n'a donc que 2000 postes disponibles alors qu'il lui en faudrait plus de 3000.

La réalité de la carte scolaire de la rentrée est connue depuis décembre 2019. Elle est en train d'être appliquée en ce moment par les DASEN. Et sa réalité est loin de la générosité affichée.

A la rentrée 2019, aucune académie ne perdait de postes dans le premier degré. A la rentrée 2020, la moitié des académies (14/31) perd des postes. Seulement 10 en gagnent : Aix Marseille, Bordeaux, Créteil, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nice, Toulouse, Versailles, la Guyane et Mayotte. Citons les cas les plus scandaleux : Créteil et Versailles. Il y aura deux fois moins de postes créés en 2020 qu'en 2019. Sur les 201 postes créés à Créteil déjà 40 sont absorbés par la seule croissance démographique (un millier d'écoliers en plus). En 2019 Créteil avait eu 502 postes, 682 en 2018.

Les Rased et les écoles Rep sont visées

Avant les dernières déclarations de JM Blanquer, les syndicats avaient manifesté leurs craintes. Pour le Snuipp Fsu la carte scolaire était "insuffisante pour mettre en œuvre toutes les mesures de dédoublement et de limitation des effectifs qui ont été annoncées ». Le Se Unsa estimait que « la dotation ne couvrira pas la réalité des besoins ».

Les deux syndicats craignaient que les remplaçants fassent les frais des annonces présidentielles. Dans un communiqué du 27 mars, F Marchand, pour l'Unsa Education, demande des moyens supplémentaires. « Si ce n'était pas le cas, des menaces fortes pèseraient sur les postes de remplaçants, de Rased ou encore de formateurs ». L'effort généreux du ministère vise peut-être à couvrir cette extension des victimes de sa politique.

La déclaration ministérielle a aussi un autre objectif : faire passer les écoles rurales comme une priorité. C'est aussi le sens du rapport Mathiot – Azéma qui demande la suppression des Rep et l'extension de l'éducation prioritaire au monde rural. Or rien, ni en terme de niveau scolaire, ni en terme d'égalité sociale ne justifie cette priorité du rural. Le handicap du rural apparaît seulement dans le post bac, à un niveau qui échappe au ministère de l'Education nationale. Les propos de JM BLanquer visent aussi à récupérer les moyens des écoles Rep. Ce sont elles aussi, avec leurs enfants de familles

pauvres et d'origines variées, qui risquent de faire les frais de cette
« générosité » ministérielle...

François Jarraud